

Apprenti au sein de la cellule « structures » du Service Économie et Agriculture Durable (SEAD) de la DDT de la Mayenne

Environnement du poste

La DDT de la Mayenne, dynamique, innovante et forte de sa présence territoriale contribue à un aménagement équilibré et durable des territoires. Elle porte les politiques publiques à impact territorial.

Le SEAD composé de 27 agents répartis dans 4 unités a en charge la mise en œuvre de la politique agricole dans un département rural dynamique d'élevage (5 800 exploitations).

Objectifs du poste

Assurer, au sein d'une équipe de 6 titulaires, en relation étroite avec la cheffe d'unité Structures Usagers Contrôles et avec le responsable de l'unité Affaires Juridiques et Contrôle de Légalité (AJCL) du Secrétariat Général (SG) de la DDT :

- la révision de l'arrêté départemental portant sur la fixation du prix des baux ruraux et la valeur locative des terres nues et bâtiments d'exploitation

- la révision du contrat type de fermage

Apporter des réponses juridiques aux agents de l'unité SUC sur la thématique du contrôle des structures agricoles ou sur d'autres volets du droit rural

Description des missions

Proposer des modifications à l'arrêté portant sur la fixation du prix des baux ruraux et la valeur locative des terres nues et bâtiments d'exploitation

Proposer un nouveau contrat type de fermage

Participer à l'animation du groupe de travail sur les baux ruraux constitué de membres de la Commission Consultative des Baux Ruraux de la Mayenne (syndicats professionnels agricoles et des propriétaires ruraux privés)

Participer à l'instruction des demandes d'autorisations d'exploiter les terres agricoles

Fournir des éléments de réponse juridique à diverses questions en matière de droit rural

Rédiger des comptes-rendus, des arrêtés

Champ relationnel

En collaboration étroite avec les agents et la cheffe d'unité SUC

En collaboration étroite avec le chef de l'unité AJCL du SG de la DDT,

En relation ponctuelle avec des agents de DDT d'autres départements travaillant sur des thématiques similaires

En relation avec des organismes professionnels agricoles (syndicats agricoles, syndicat de la propriété privée rurale, Chambre d'agriculture, SAFER, notaires, centres de gestion)

Savoirs

Connaissances en matière de droit rural

Connaissances de l'environnement institutionnel

Savoir-faire

Capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles.

Aptitude à l'écoute, au dialogue, et au travail en équipe.

Autonomie.

Rigueur.